

Nous sommes entrés dans une situation nouvelle, lourde de dangers pour les travailleurs et les peuples sur tous les continents.

En laissant faire l'extermination du peuple palestinien depuis deux ans, en décidant d'augmenter leurs budgets militaires dans des proportions historiques, les gouvernements européens et notamment notre propre gouvernement Macron-Lecornu ont plongé dans une complaisance complice.

Depuis 2017 et son arrivée au pouvoir E. Macron a doublé le budget militaire, qui est passé de 30 à plus de 60 milliards. Il veut construire un nouveau porte avion qui coûterait près de 30 milliards soit la moitié du budget de l'Education nationale.

La guerre, la boucherie de la guerre, les livraisons d'armes sont bien des opportunités pour l'industrie française » selon les mots de l'ex ministre des armées Lecornu en 2023.

En faisant voter 200 millions pour le programme « Rarm Europe », la région et sa présidente Carole Delga contribuent à cette politique de marche à la guerre dont nos dirigeants considèrent qu'il s'agit d'une opportunité. 200 millions pour les industries d'armement, alors que les lycées publics manquent de tout pour leurs équipements, leurs bâtiments, leur chauffage, et leurs personnels.

L'Ecole et les services publics sont exsangues. Mais il est prévu de supprimer encore 4000 postes d'enseignants, dont 1891 dans le 1er degré, donc de fermer des dizaines de milliers de classes.

Un nouveau service militaire « volontaire » est créé. Il comptera pour un demi semestre universitaire dans le parcours des étudiants et le calendrier pour candidater sera calé sur celui de Parcoursup qui refoule chaque année près de 100 000 bacheliers : on voit bien quelle est la cible des recruteurs.

Pour Macron, Lecornu et Delga, c'est priorité à la guerre, sacrifice de l'Ecole publique mais aussi utilisation de l'école pour y faire rentrer l'armée, avec les classes défenses qui se développent dans la plus grande opacité, plus de 1000 aujourd'hui, pour que les élèves se déguisent en CRS et s'entraînent à fouiller une cellule, avec l'argent qui coule à flots pour les sorties scolaires au salon de la défense à Evreux où les élèves peuvent faire semblant de tirer avec un fusil d'assaut, et enfiler un gilet par balles.

Un nouveau cran a également été franchi avec la publication par le ministère de l'Education nationale du guide « Acculturer les jeunes à la défense ». C'est l'intrusion de la défense directement dans les programmes. Notre fédération la FNEC FP FO demande le retrait de ce guide, comme de tous les dispositifs de type « classe défense » ou de partenariat avec l'armée. L'Ecole ne doit pas devenir un lieu d'embrigadement et de militarisation de la jeunesse.

Le SNUDI FO 34 avec sa fédération n'accepte pas le budget de guerre et d'austérité Macron-Lecornu. Nous y opposons toutes nos revendications et nous nous tenons aux côtés des personnels, des parents et des élèves, pour les faire valoir et décider des initiatives pour les satisfaire : pour l'augmentation des salaires, pour l'abrogation de la réforme des retraites et de toutes les contre-réformes qui détruisent l'Ecole publique et nos statuts, pour la création des postes nécessaires, contre la militarisation de la jeunesse !

**Non, l'école ne doit pas être une antenne de recrutement pour l'armée,
les enseignants sont des fonctionnaires d'état, pas des instruments au service d'un
gouvernement fauteur de guerre !**

Plus que jamais non à la guerre, non à l'économie de guerre et oui aux revendications.

Annulation des 200 millions pour l'armement

Annulation des 4000 suppressions de postes !

L'argent public pour l'instruction, pas pour la destruction !

Saluons tous ceux qui résistent !

Solidarité internationale avec le peuple palestinien !